udimag #29
MAGAZINE DE PROSPECTIVE DE L'UDIMEC ET DE SON RÉSEAU



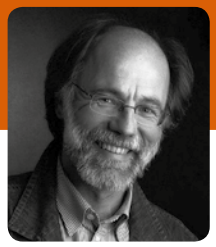
Thema P. 2 à 4

L'ambition des grandes, les moyens des petites

Billet

Valoriser la complémentarité

La mondialisation et le raccourcissement des cycles de croissance poussent les entreprises à évoluer de plus en plus rapidement pour rester performantes. Les ressources à réunir deviennent importantes et ne peuvent pas systématiquement être prises en compte par chaque entreprise.
La réponse se situe dans le développement de partenariats qui permettront de donner la capacité aux entreprises de s'adapter plus rapidement aux exigences des marchés. Dans ce contexte de complexité, il est important que chaque entreprise se concentre sur la création de valeur ajoutée, autour de son cœur de métier, avec des efforts particuliers sur des transformations significatives de ses processus de développement et de production.
La recherche de partenariat autorise de relever le défi d'adaptation de l'entreprise pour déployer des stratégies améliorant durablement sa compétitivité. Il peut aussi être un facteur de déséquilibre : il faudra veiller à ne pas se mettre en position de compétition, mais valoriser la complémentarité, fédérer les compétences pour constituer des projets gagnants. Ce sont les clés du succès du partenariat.



Thierry Uring
Délégué général



***Udimag*, magazine de prospective du réseau Udimec, n° 29 de novembre 2010.**
Directeur de la publication : Thierry Uring.
Rédactrice en chef : Stéphanie Duchemin.
Comité de rédaction : Jean-Luc Basset, Louisette Burgio, Corinne Combe, Caroline Vial.
Ont aussi participé à la réalisation de ce numéro : Jean-Pierre Boissin (université Pierre-Mendès-France), Laurent Pélissier (ECM Technologies), Emmanuel Bezsonoff et Jean-Louis Pagnier (Crédit Coopératif), Annick Piquet et Yves Noirclerc (Un toit pour tous), Jean-Claude Lemoine (Grenoble École de Management), Michel Teulé (Udimec Pôle formation et développement des compétences), Alain Fauconnier (CFAI 38), Claire Brugnot (CEPFI).
Photographies : Michel Gasarian, Bruno Moyen, Adncom, Roche Diagnostics France.
Illustration : Cled'12.
Conception, rédaction, réalisation : Adncom, Tél. 04 38 12 44 11, www.adncom.fr.
Imprimé sur Novatech, papier écologique.

Thema

L'ambition des grandes, les moyens des petites

C'est la situation paradoxale vécue aujourd'hui par de nombreuses PME. Pour se lancer dans une démarche de croissance audacieuse, elles doivent non seulement s'approprier des moyens auxquels elles ont difficilement accès, mais elles doivent également faire face à un contexte culturel français encore très frileux vis-à-vis des petites entreprises.

Quels sont ces moyens des grandes qui font tant défaut aux PME ?

Jean-Pierre Boissin – Au préalable, j'insiste, en paraphrasant Yvon Gattaz, sur le fait *« qu'une PME ça ne veut rien dire »*, tant cette dénomination couvre des réalités très diverses. Les bonnes clés de lecture seraient plutôt la structure propriété ou *« à qui appartient l'entreprise ? »* et le mode de management. Qu'y a-t-il en effet de commun entre la PME traditionnelle, dirigée par son fondateur-propriétaire, l'entreprise familiale et la PME managériale cotée en bourse, avec un dirigeant salarié, dont la structure et le fonctionnement sont proches du modèle des grandes… ou la start-up, parfois toute petite en termes d'effectif (externalisation), avec peu de chiffre d'affaires, mais détenue par des fonds d'investissement mettant à disposition des capitaux pour la finalisation du modèle économique ? Les PME de ce type, comme les grandes entreprises, ont un accès aux moyens financiers que les PME traditionnelles n'ont pas. Ou plus difficilement. Aujourd'hui, malgré un refinancement des banques par l'État en 2008 pour qu'elles ne se désengagent pas de l'accompagnement des PME, l'inquiétude des dirigeants de PME indépendantes est grande. Si OSEO a joué ce rôle en créant des systèmes de garantie sur la trésorerie pour passer le plus difficile de la crise, quelle sera l'attitude des banques à l'issue de cet accompagnement ? Si elles ne prennent pas un minimum de risque, certaines PME ne vont pas pouvoir suivre. La difficulté pour les petites entreprises qui veulent jouer dans la cour des grands est dans l'accès aux ressources externes : moyens humains, moyens financiers.



Jean-Pierre Boissin, professeur à l'université Pierre-Mendès-France, IAE de Grenoble.

Dès lors que peuvent-elles tenter ?

JPB – Les grands groupes peuvent jouer un rôle déterminant dans l'accompagnement des plus petites, via les réseaux "donneurs d'ordres/sous-traitants", ou les réseaux structurants que sont les pôles de compétitivité avec des dispositifs permettant aux PME d'accéder aux projets et à leurs financements. Ces grandes entreprises ont tout intérêt à disposer d'un tissu – constitué de PME – riche. Elles trouvent un avantage à prêter des moyens, essentiellement humains, accompagnés le cas échéant d'un financement dans le cadre de projets collaboratifs avec Minalogic ou Tenerrdis par exemple. Bien sûr, pour parvenir à impliquer les petites entreprises dans de tels projets, les pilotes de projet devront en amont mobiliser les grandes, celles qui vont apporter des moyens, investir. Autre exemple de partage : on a vu, pendant la récente crise, des grandes entreprises prêter de la main-d'œuvre à une petite, ce qui a permis de développer ensemble un projet… tout en évitant des licenciements !



Pour autant, les possibilités de partenariats entre PME et laboratoires de recherche des universités sont insuffisamment exploitées, où est la difficulté ?

JPB – Elle se situe dans l'interface avec la recherche. Une PME, pour des raisons de moyens, aura du mal à solliciter un laboratoire de recherche : pas facile (voire inenvisageable) pour elle de libérer une personne qui fera l'interface sur le projet. Mais c'est aussi un problème culturel français. Les PME ont toujours des a priori sur le monde universitaire et les universités n'ont pas facilité leur accessibilité. Plus largement, les étudiants (et plus encore leurs parents !) ne perçoivent pas la PME comme un lieu d'avenir. Aujourd'hui, il existe des mesures d'incitation comme les bourses attribuées aux étudiants pour qu'ils fassent un stage

en PME, des formations dédiées, très ouvertes au réseau PME, comme les masters en entrepreneuriat, en innovation, en administration des entreprises... À l'IAE, au CERAG[1], des chercheurs travaillent sur des problématiques de croissance des PME : freins, compétences collectives, interfaces avec des compétences territoriales en projets collaboratifs... Des chaires ont été lancées, "Capital humain et innovation", "Management responsable". Plus largement, avec la ressource que représentent ses 60 000 étudiants et ses laboratoires de recherche reconnus, Grenoble est bien placée pour irriguer le monde de la PME.

À ce sujet, quelle est votre ambition, celle de Grenoble Université, dans le cadre du plan 10 campus ?

JPB – L'un des enjeux du lancement de Grenoble Institut de l'Innovation (GII) dans le cadre du plan 10 campus est la diffusion des connaissances en priorité vers les PME. Ce projet de site piloté par l'UPMF (université Pierre-Mendès-France) est doté d'une structure fédérative de recherche Innovacs (Innovation, Connaissance & Société) avec 20 laboratoires (220 chercheurs et 80 doctorants) issus des quatre universités avec des partenaires comme le CEA. Cette pluridisciplinarité favorisera une adaptation à la demande des PME. Notre « master » "Management innovation technologie" (MIT) prépare des diplômés qui trouvent leur place dans les PME dans les domaines de l'innovation, de la gestion de projets, dans la valorisation et l'entrepreneuriat. L'expérience et les réseaux de l'IAE sont déterminants, renforcés par ses partenaires comme l'UJF et Grenoble INP. Une partie des postes occupés relève de l'intermédiation via les structures d'accompagnement à l'innovation ou à l'entrepreneuriat. L'apprentissage par l'action est privilégié et le recrutement d'étudiants dans un cursus en double compétence renforce la pluridisciplinarité.

GII va favoriser la mise en place d'un guichet unique pour la mise en réseau des acteurs économiques et, plus largement de la société avec l'université dans le domaine de l'innovation. En retour, pour continuer à casser les barrières, nous aimerions que les dirigeants de PME, y compris les autodidactes, soient plus nombreux à intervenir dans nos conférences, à parler de leur vision du management, de leurs besoins. GII a démarré en 2009 à l'UPMF. Deux ingénieurs ont d'ores et déjà été dédiés – des personnes très opérationnelles dans l'interface entre les PME et les différents acteurs que sont les réseaux, les pôles, les branches professionnelles. On sait que pour réussir, il faut une approche pluridisciplinaire : impliquer les sciences exactes tout en intégrant les sciences sociales et humaines en amont. On a la chance d'avoir à Grenoble un campus qui regroupe toutes les universités et qui, bien avant l'introduction des pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES), avait de vraies aptitudes interuniversitaires. De plus, avec le plan 10 campus, le grand emprunt, la présence de Minalogic et Tenerrdis, l'université n'avait pas disposé depuis longtemps d'autant de moyens. L'enjeu est énorme, il ne faut pas passer à côté de cette chance de réorganisation efficace.

Dans un domaine proche, Grenoble a été exemplaire avec la création d'une maison de l'Entrepreneuriat sur site avant la réforme des pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES). Cette bonne pratique a largement été reconnue par la région Rhône-Alpes ou le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. A priori, la construction du plan campus grenoblois doit renforcer cette unité de site ou tout au moins, les financeurs publics doivent y veiller, éviter les redondances dans les structures mises en place, conserver une unité même si ce campus aura deux grandes implantations, à l'est et à l'ouest. Le risque serait de perdre une unité historique du campus grenoblois si rare dans les autres villes universitaires françaises. ■

Contact :
jean-pierre.boissin@upmf-grenoble.fr
http://innovacs.upmf-grenoble.fr

1) Centre d'études et de recherches appliquées à la gestion.

Réaction

Se donner les moyens des grandes c'est :

- favoriser le partage des ressources dans les partenariats entre PME, entre PME et grandes entreprises, dans les interfaces entreprises/recherche/enseignement supérieur via les réseaux structurés que sont les pôles de compétitivité ou les branches professionnelles ;
- accéder auprès des universités à des ressources (étudiants en master) à coûts attractifs : les PME peuvent être prescriptrices, interpeller sur leurs projets de recherche, d'élaboration d'un nouveau produit, de besoins en connaissances scientifiques... et sur leurs besoins d'étudiants ;
- utiliser l'université comme interface avec la recherche : http://innovacs.upmf-grenoble.fr comme porte d'accès.



Petite entreprise qui vise grand

Laurent Pélissier, dirigeant d'ECM Technologies, réagit aux propos de Jean-Pierre Boissin.


Laurent Pélissier

Je me retrouve assez bien dans ces propos. ECM Technologies est une PME qui produit des biens d'équipement pour différentes industries : automobile, aéronautique, photovoltaïque… Très présents à l'export, nous investissons beaucoup dans l'innovation pour nous différencier. Nous avons passé un important contrat de partenariat de recherche avec l'INES[1] pour le développement de fours pour l'industrie photovoltaïque. ECM est membre de deux clusters, dont le pôle Tenerrdis. Enfin, nous avons en contrat de professionnalisation une étudiante en master à l'université Joseph-Fourier (faculté des Sciences, Grenoble). On retrouve là à peu près tous les traits de *« la petite entreprise qui vise grand »* évoqués par Jean-Pierre Boissin.

Préserver l'équilibre

En parallèle, ECM Technologies s'intéresse aux possibilités de croissance externe, tout en restant très attentive à la culture des entreprises que l'on envisage d'acquérir. Le vrai potentiel, c'est les hommes : mieux vaut éviter le choc de cultures trop différentes pour grandir en préservant son équilibre.

Quelle frilosité ?

Pour ma part, je n'ai jamais senti de réticence dans les rapports avec nos partenaires financiers ou de recherche, parce que nous sommes une petite PME. C'est plutôt dans les préférences d'emploi des jeunes – être salarié d'un grand groupe ou, mieux, fonctionnaire, plutôt que d'une PME – que l'on retrouve cette frilosité. Mais pour un jeune diplômé qui a envie d'entreprendre, la PME *« où l'on met les mains dans le cambouis »* est une excellente expérience.

Poussez les portes de l'université

À propos de l'accès à l'interface industrie/recherche, j'ai envie de dire aux dirigeants de PME *« N'ayez aucune crainte, poussez les portes des universités, des laboratoires, des grandes écoles. Ils sont très en attente des sollicitations de l'industrie ! »* Les partenariats nous apportent des solutions aux problèmes par une équipe de chercheurs ou par un étudiant, soit parce qu'on ne sait pas le faire, soit parce que l'on n'a pas de temps à y consacrer. Ils apportent aussi un point de vue différent. ■



1) Institut national de l'Énergie solaire.

Des partenariats pour grandir

Il y a différentes façons de grandir, de se donner des moyens plus efficaces pour progresser encore, mais cela passe très souvent par un partage, une mise en commun. Quelques exemples de partenariats dans lesquels Udimec s'implique.

Formation
"Des partenariats pour vous faire grandir en compétences"

Dans le cadre de partenariats avec l'université Joseph-Fourier/IUT1, l'Udimec a expérimenté le couplage de CQPM[1] avec des licences professionnelles. C'est le cas, entre autres, des licences RTWeb (Réseaux et télécommunication, Web et réseaux de l'entreprise), RSFS (Réseaux et télécommunication, réseaux sans fil et sécurité), CICP (conception intégrée et conduite de projet), CMAQ (contrôle métrologie assurance qualité). D'autres couplages sont en projet pour la rentrée 2011. L'intérêt est multiple : pour les jeunes, c'est de disposer d'une double validation et d'être reconnu par la convention collective de la métallurgie si le poste est en relation avec le CQPM ; pour les entreprises, c'est de bénéficier d'un vivier plus large de jeunes diplômés de l'université et d'un meilleur ciblage pédagogique. Cela répond aux attentes des adhérents de l'Udimec, et plus particulièrement des PME en quête de compétences pointues.

Droit social
Un partenariat pour bien


Corinne Combe

défendre vos intérêts

Entreprise et Droit social (EDS) est une association agréée par le ministère du Travail, créée à l'initiative des organisations professionnelles très attachées au système paritaire de la juridiction prud'homale. Elle est chargée d'organiser la formation de plus de 7 250 conseillers prud'hommes du collège employeur en France. L'objectif : actualiser leurs connaissances juridiques, pour mieux appréhender l'incidence de certaines réformes sur leur mission. Et ainsi, consolider la cohésion du collège employeur. Corinne Combe, juriste du pôle des affaires sociales et juridiques d'Udimec, a été agréée par EDS pour assurer la formation des 93 conseillers prud'hommes employeurs de Grenoble, Bourgoin-Jallieu et Vienne. Par ce partenariat, l'Udimec s'engage pour que ses adhérents assignés devant un conseil des prud'hommes soient défendus par des conseillers bien formés et informés, et donc plus à même de défendre les intérêts des entreprises.

Finances
"Un partenariat pour vous faire gagner en flexibilité de trésorerie"

Somudimec, établissement mutualiste de crédit géré par la profession, s'appuie sur des établissements reconnus dans leur domaine comme le Crédit Coopératif pour le financement, ou Eurofactor pour l'affacturage. Le contrat passé avec Eurofactor a permis de proposer aux sociétaires Somudimec une offre sur mesure. Avec Somufactor, ils bénéficient d'une gestion de leur compte par une équipe dédiée chez Eurofactor et d'une retenue de garantie exceptionnellement divisée par deux. Le rachat des factures émises par l'entreprise permet de financer les décalages de règlement, de donner de la flexibilité à la trésorerie : appréciable quand on investit pour relancer l'activité. Avec 200 contrats d'affacturage Somufactor, c'est quelque 700 M€ de factures qui sont ainsi rachetées chaque année, pour permettre aux adhérents Somudimec, majoritairement des PME, d'accroître leur performance.

Développement industriel
"Un partenariat pour accompagner des PME sur un marché en forte croissance"

PITER[2] est pour l'Udimec l'opportunité de construire une relation partenariale avec l'AMMA[3], son homologue piémontais. Les écoles Grenoble INP et Politechno Torino, les clusters Tenerrdis et Environnement Park, les régions Rhône-Alpes et Piémont constituent la base du réseau. L'objectif est de monter des projets impliquant des PME des deux régions. Udimec accompagnera les entreprises de son territoire dans leur volonté d'accéder aux marchés qu'ouvre le domaine de l'énergie à partir de métiers maîtrisés et de technologies matures. L'accompagnement présente plusieurs volets : veille et connaissance de ces nouveaux marchés ; développement coopératif pour des solutions process, produits, sous-ensembles ; analyse collaborative de points critiques ; participation au financement des projets collaboratifs ; dossiers de financement haut et bas bilan. PITER est une étape pour appréhender les problématiques de positionnement « marchés », de partenariat et d'exportation, qui sont les trois clés d'une croissance réussie. ■

1) Certificats de qualification paritaire de la métallurgie.
2) Plateforme d'intégration transrégionale dans les technologies de l'énergie.
3) Aziende Meccaniche Meccatroniche Associate.

Soutenez une action culture à l'hôpital

Créée en 1984, la Fondation Crédit Coopératif est une des plus anciennes fondations d'entreprise. Plateforme pour des actions à long terme dans le domaine de l'économie sociale, elle accompagne la mise en œuvre de projets régionaux correspondant à ses valeurs de solidarité et de proximité.

Parmi ces sujets décentralisés, Mécén'act soutient l'action culturelle menée par le Centre médical Rocheplane : chaque semaine, les personnes hospitalisées peuvent participer à des ateliers artistiques de danse, théâtre, chant, écriture. Cet établissement de soin de suite et de réadaptation, géré par la Fondation métallurgique et minière pour la santé, accueille des patients pour des séjours de plus d'un mois. La démarche Mécén'act répond aux préconisations du plan Kouchner (alors ministre de la Santé) en faveur d'actions culturelles en milieu hospitalier, dont les effets sur le plan psychologique – qui plus est sur des patients en soins de longue durée – sont reconnus.



Un club d'entreprises

La Fondation Crédit Coopératif et les comités de région de la banque sont à l'initiative du projet Mécén'act Rhône-Alpes Isère. Dès 2002, l'agence Crédit Coopératif de Grenoble et Jean-Louis Séchet, directeur général du centre Rocheplane, organisme d'intérêt général client de l'agence, ont donc sollicité des dirigeants prêts à investir au titre du mécénat d'entreprise. *« Un club d'entreprises partenaires a été constitué,* explique Jean-Louis Pagnier, directeur de l'agence Crédit Coopératif Grenoble-Viallet. *On demande à chacun de ses membres de s'engager pour trois ans à verser 5 000 €/an. La Fondation Crédit Coopératif quant à elle participe à l'opération à hauteur de 15 000 €/an. Aujourd'hui, le club réunit sept entreprises mécènes : Coquand, Imprimeur représenté par Sylvain Bouteiller, les cars Perraud représentés par Serge Perraud, l'entreprise de bâtiment Pierre Streiff représentée par Pierre Streiff, le cabinet d'assurances professionnelles François Branchet, le cabinet d'architecture Groupe 6 représenté par Nicolas Félix-Faure et Somudimec représenté par Gilles Ramillon. »* Outre l'avantage de 60 % sous forme de déduction fiscale (une participation de 5 000 € revient au final à 2 000 €), les entreprises donatrices voient leur nom cité dans tous les supports de communication, communiqués et dossiers de presse concernant la démarche. C'est pour elles une façon de développer une image citoyenne, appuyée sur des actions concrètes. ■

Regain d'intérêt pour les fondations

Longtemps méconnue dans la panoplie des organismes sans but lucratif, la fondation connaît depuis quelques années une dynamique nouvelle en répondant à une variété de besoins : fondations reconnues d'intérêt public, fondations d'entreprises, mais aussi fondations de coopération scientifique, universitaires ou partenariales, véritables traits d'union pour apporter des fonds privés à la recherche publique et universitaire. Au carrefour de l'entrepreneuriat, de l'intérêt général et de la solidarité, le Crédit Coopératif accompagne les projets de mécénats culturels et sociaux.

Contact : Emmanuel Bezsonoff, en charge des fondations, agence Crédit Coopératif Grenoble-Viallet.
emmanuel.bezsonoff@credit-cooperatif.coop

Enjeu

Un toit pour tous : investissez dans un logement social

« J'ai été en galère... maintenant avec mes enfants je suis dans un logement propre, pas très grand mais le loyer me convient... je revis. »



Au départ, "un toit pour tous" était un slogan brandi au cours des mobilisations contre l'exclusion, lors de la crise de 1992. C'est aujourd'hui une association qui gère près de 400 logements d'insertion sociale.

Contact :
Annick Piquet
Ligne directe : 04 76 22 18 21
www.untoitpourtous.org

C'EST AVEC L'APPUI de la Fondation Abbé-Pierre que l'association Un toit pour tous a décroché en 1993 ses premiers financements et démarré sa mission : proposer un logement à ceux qui n'y ont pas accès. Aujourd'hui, dotée d'un « Observatoire de l'hébergement et du logement » et d'unités opérationnelles, Un toit pour tous gère un parc de quelque 400 logements en Isère, confiés en gestion locative à son agence immobilière à vocation sociale, Territoires : 120 appartiennent à des particuliers (dont une quinzaine via des SCI à vocation sociale) ; 210 à Un toit pour tous Développement, une SAS foncière détenue à 51 % par Pluralis. 70 meublés d'hébergement provisoire (hôtel social) complètent cet ensemble.

Avec 20 000 € on agit !

Mais qu'est-ce que 400 logements, face aux 10 000 foyers mal logés ou sans logement en Isère ? Pour poursuivre son action, Un toit pour tous Développement a besoin d'investisseurs qui s'engagent. De particuliers qui se mettent en SCI. Mais aussi d'entreprises qui, par un don, participent à l'apport initial nécessaire à l'acquisition d'un appartement. Avec 20 000 €, il est possible de mobiliser des subventions et obtenir un prêt sur 50 ans de la Caisse des dépôts, ce qui impose le caractère de logement d'insertion sociale pendant la durée du prêt. Les logements acquis par la société foncière sont généralement situés dans des copropriétés ordinaires du tissu urbain pour donner aux familles une chance de rebondir.

En étant acteur de cette forme de mécénat social, votre entreprise contribue à une œuvre utile. Sa participation sera affectée exclusivement à l'acquisition d'un logement, l'association Un toit pour tous fonctionnant sur un budget d'aides publiques distinct. Le mécène bénéficie d'avantages fiscaux (un abattement pouvant aller jusqu'à 60 %) et de retombées en termes d'image. ■

Chiche

Un diplôme pour l'étudiant, un diplôme pour le dirigeant



Prenez un étudiant avec le bagage théorique de cinq années d'études supérieures, et un patron de PME avec son expérience de terrain. Mettez-les ensemble, en binôme, sur un module de formation pour préparer, soutenir et décrocher ensemble un master.

Parcours

Jean-Claude Lemoine
Entrepreneur, il a dirigé une société de conseil, été expert auprès des tribunaux, racheté la société Karting avant d'intégrer GEM pour diriger la chaire d'entrepreneuriat, puis créer l'Institut de l'Entrepreneuriat.

C'est ce que propose l'Institut de l'Entrepreneuriat de GEM[1] avec le module « itinéraire d'un entrepreneur » récemment mis en place en partenariat avec l'Udimec. Le master d'Entrepreneuriat, lui, existe depuis 1993. Il s'agit d'une formation Bac+6 labellisée HEC Paris, destinée à des étudiants – majoritairement issus d'une école supérieure de commerce ou d'ingénieurs – qui ont un projet de création d'entreprise.
Le cursus comprend six missions[2] : création d'entreprise, redressement, vente de produits, développement d'activités, évaluation de la structure du capital, communication. Il débute par la mission création, avec le concours d'Isère entreprendre. *« Concrètement, nous mettons nos étudiants à la disposition d'entreprises qui ont un projet de diversification,* explique Jean-Claude Lemoine, directeur de la chaire d'entrepreneuriat. *L'étudiant prend l'idée, l'analyse en termes de produit, de marché, élabore un business plan. Ce qui permet au dirigeant, souvent dépassé par l'activité quotidienne, de mettre en œuvre les idées qu'il a en tête et qui n'ont pas pu être développées. Précisons que les étudiants ne sont pas basés dans l'entreprise ; ils font des points réguliers avec le dirigeant sur les axes envisagés. L'analyse terminée est présentée à un jury d'entrepreneurs : pas de théorie fumeuse, que des projets concrets, dans le cadre d'une pédagogie par l'action. »*

Études tardives mais sans cours du soir

Vous l'aurez compris, le principe même de cette pédagogie est de mettre en relation étroite un étudiant et un dirigeant de PME. Ce dernier est passé par les différentes phases de la vie d'une entreprise. Il les connaît pour les avoir vécues. Il a pensé à toutes les questions qu'aborde l'étudiant… mais il n'a pas de master de Management pour autant. Peut-être a-t-il démarré avec un CAP de Mécanique et a réussi, avec du travail et des choix judicieux, à diriger une entreprise performante. Peut-être est-il diplômé en Technologie, mais il aurait besoin de justifier – par un diplôme valorisant – les compétences qu'il a acquises, pour attirer des investisseurs ! *« Dans ce partenariat enseignement/entreprise,* poursuit Jean-Claude Lemoine, *on donne l'opportunité à un binôme étudiant/dirigeant de travailler ensemble sur une thèse de master, de la soutenir à deux. C'est favoriser l'échange théorie/expérience. Au final, le dirigeant peut décrocher un diplôme d'une ESC réputée… et son cursus se fait au fil de l'eau avec l'étudiant, sans les contraintes des cours du soir ! »* Pour sa part, l'Udimec apporte l'expérience de ses entreprises adhérentes, des missions valorisantes pour les étudiants. Et GEM le savoir-faire confirmé d'étudiants diplômés, une expertise gratuite. ■



1) Grenoble École de Management
2) Les mêmes que dans la pédagogie d'HEC Paris.

Pôle formation : la réorganisation se poursuit

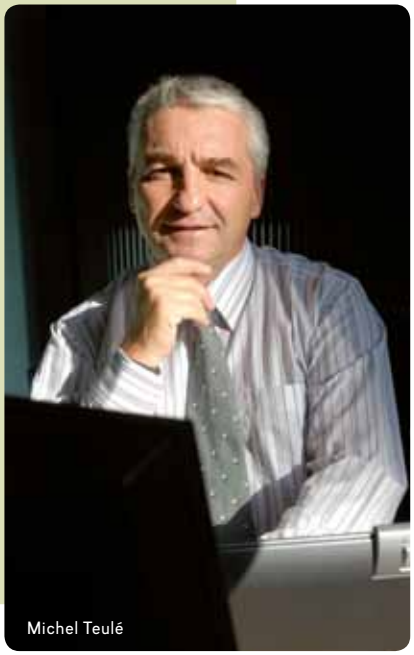
Qui n'a jamais confondu CFAI et AFPI, contrat de professionnalisation et contrat d'apprentissage ?... Pour la rentrée 2010, le pôle formation et développement des compétences de l'Udimec regroupe ses moyens et clarifie sa communication.



La réorganisation du pôle formation et développement des compétences de l'Udimec a fait un pas décisif. Il faut dire que le contexte pousse à agir. Côté apprentissage, des baisses de financement sont à prévoir, conjuguées à la baisse prévisible des effectifs en raison de la généralisation du bac pro 3 ans[1]. Côté formation continue, on va également vers une réduction des financements par l'OPCA de la branche et les entreprises sont de plus en plus attentives au rapport coût/qualité des prestations de formation qu'elles achètent. Pour rendre son offre plus lisible et plus cohérente, l'AFPI Isère et le CFAI du Dauphiné se sont lancés dans la mutualisation de leurs moyens.

Cela a commencé par la mise en commun de certaines fonctions, dans le domaine des systèmes d'information, de la qualité, puis de la communication externe qui, de-

1) Le bac pro en 2 ans disparaît à la rentrée 2011.


Michel Teulé

puis 2009, est sous la responsabilité d'une seule personne. *« En 2010, la mutualisation s'est accélérée avec le regroupement des forces commerciales dédiées à l'alternance,* précise Michel Teulé, directeur du pôle. *Les équipes "contrat de professionnalisation" et "contrat d'apprentissage" n'en forment plus qu'une, sous la bannière "développement de l'alternance", aux côtés de l'équipe commerciale "formation continue". La base de données clients est également partagée. »*
La relation client y gagne. Mais surtout les équipes commerciales proposent aux entreprises un service adapté, aussi bien sur le profil des candidats (pour l'alternance) que sur le parcours de formation, en parfaite adéquation avec leurs besoins.
La mutualisation va de pair avec une clarification du discours, une volonté de se donner une image plus forte : la communication ne se fait plus par entité (CFAI ou AFPI) mais par famille de produits – alternance ou formation continue – sans pour autant perdre les identités actuelles. ■

Des juristes référents pour **optimiser le service**

Attribuer à chaque adhérent un juriste référent n'est certes pas une révolution. C'est plutôt l'extension – et la rationalisation – d'habitudes prises pour en faire de bonnes pratiques.

Depuis septembre, une nouvelle organisation se met en place au sein du pôle des affaires sociales et juridiques de l'Udimec. Jusqu'alors, quand un adhérent appelait pour un conseil juridique, il était dirigé vers l'un des juristes disponibles. Partant du constat qu'il est plus facile de connaître l'historique d'une centaine d'entreprises adhérentes que de 600, une partition a été faite pour attribuer tels adhérents à tels juristes Udimec. Principaux avantages : le juriste référent a une approche globale de l'entreprise, de ses différentes problématiques, du contexte social ; il pourra ainsi appréhender de façon plus large les thématiques à résoudre et ainsi offrir un service plus personnalisé. Pas question pour autant de bouleverser un service juridique qui apporte satisfaction. Aussi l'attribution des référents suit-il un ordre des choses naturellement établi, dans la mesure où une majorité des adhérents avait déjà l'habitude d'appeler souvent le même interlocuteur. Par ailleurs, la flexibilité et la qualité de service sont maintenues : pour les questions urgentes, si le juriste référent est absent ou occupé au moment de l'appel, un autre juriste pourra prendre la communication de l'adhérent et lui apporter une réponse. Ce qui permet de garantir la réactivité et la qualité d'un service de proximité.
Cette nouvelle organisation ne remet pas en cause la répartition par domaines de compétences spécifiques des juristes telles que le droit des affaires, la propriété intellectuelle, le droit international, l'hygiène et la sécurité, l'environnement, le droit de la formation. ■

Réunions RH **planifiées**



Ces réunions mensuelles organisées par le pôle des affaires sociales et juridiques de l'Udimec sont dorénavant programmées le troisième mardi de chaque mois à Grenoble et le jeudi qui suit à Villefontaine. Ce qui vous permettra de mémoriser plus facilement ces rendez-vous et de vous organiser à l'avance pour pouvoir vous y rendre ! ■

En bref

Enquête UIMM : premiers résultats

En octobre dernier, l'UIMM a procédé à une enquête pour mesurer la satisfaction des adhérents sur les services proposés par leur chambre syndicale territoriale et connaître leurs attentes pour de nouveaux services.

En attendant un compte rendu exhaustif de cette enquête, voilà quelques résultats concernant l'Udimec, dont 80 entreprises adhérentes ont été interrogées :

- 74 % déclarent bien connaître l'Udimec.
- 94 % se disent satisfaites de ses services et actions, 1 % ne le sont pas et 5 % ne se prononcent pas.
- 90 % considèrent le conseil juridique comme le service prioritaire, 58 % placent la formation continue et en apprentissage en première place.
- 85 % estiment être bien informées sur les actions menées.

Une synthèse sera prochainement communiquée. Elle va permettre de fournir un comparatif des données territoriales et nationales. Une base sur laquelle l'Udimec s'appuiera pour améliorer ses services et actions et fixer de nouvelles orientations.



Nouveau site web

L'Udimec poursuit la modernisation de son image en mettant en ligne un tout nouveau site... à découvrir à l'adresse inchangée : **www.udimec.fr**



Une antenne CEPFI à Beaurepaire

Le Centre d'évaluation des potentiels à se former de l'industrie, basé à l'AFPI de Moirans, disposait déjà de deux antennes à Montbonnot-Saint-Martin et Villefontaine. À la rentrée 2010, il en ouvre une troisième à Beaurepaire, dans les locaux du CFAI du Dauphiné. Une façon de répondre aux besoins des salariés et des entreprises de ce bassin d'emploi en matière d'évaluation et de développement de compétences. Claire Brugnot accueille les candidats à un bilan de compétences, quel que soit le secteur d'activité de leur entreprise employeuse, les lundis et jeudis. Une information bilan (durée 1 heure) permet au candidat, sans engagement, de juger de l'opportunité d'un bilan. Le bilan de compétences dure 24 heures (15 en face-à-face et 9 en recherches personnelles). Il peut être financé par le Fongecif, le DIF ou le plan de formation de l'entreprise.

Contact : Claire Brugnot, CEPFI
Tél. 04 76 35 85 10.

Une très bonne rentrée

305 nouveaux apprentis intégrés au CFAI du Dauphiné à la rentrée 2010 ! C'est 13 % de mieux qu'en 2009. L'effectif de l'établissement, toutes années confondues, progresse également en passant de 534 à 555. Mais ce bon score, supérieur à la moyenne des CFA régionaux, ne doit pas masquer certains bémols. Avec deux CAP, le niveau 5 rencontre un bon accueil en entreprises, particulièrement en chaudronnerie. En niveau 3, le succès du nouveau BTS F2E , qui accueille 12 apprentis pour sa première année, compense les résultats mitigés de la mécanique ; l'électrotechnique et la maintenance s'en sortent mieux. Mais c'est sur le niveau 4 des bacs pros qu'un effort devra être soutenu d'ici la prochaine rentrée. Ils représentent 63 % de l'effectif (29 % pour les BTS, 8 % pour les CAP) et, à la rentée 2010, on compte un bac pro 3 ans pour trois bacs pros 2 ans... qui disparaîtront l'an prochain. Il y aura donc un important écart à résorber, par des démarches aussi bien en direction des collèges et lycées pour multiplier les passerelles d'accès au bac pro 3 ans, qu'auprès des entreprises pour les sensibiliser à ces nouvelles dispositions.

Contact : Alain Fauconnier
alain.fauconnier@cfai38.com







F2E : un tout nouvel atelier

Première rentrée pour le BTS F2E (Fluides énergies environnements). La promo 2012 inaugure un tout nouvel atelier récemment créé sur le site de Moirans.

Deux temps d'échange entre adhérents

En vous apportant des services experts, complets et novateurs, Udimec a pour mission de vous accompagner au mieux dans le développement de votre entreprise. Mais l'Udimec est plus que cela. C'est un groupement de chefs d'entreprises technologiques et industrielles, de toutes tailles, dans de nombreux domaines d'activité, un maillon fédérateur d'un réseau de clubs d'entreprises, un creuset d'expériences à partager. Pour favoriser ce partage, l'Udimec invite ses adhérents à un temps d'échange sur les points critiques de 2010 et les perspectives de 2011 :

- le 2 décembre 2010 à Grenoble ;
- le 27 janvier 2011 à Villefontaine.

Vous recevrez une invitation dans les jours à venir. Nous vous attendons nombreux pour ce moment de convivialité qui permettra à chacun de continuer à tisser sa toile au sein du réseau Udimec.



CACES : enfin une plateforme

Le centre de formation de Moirans s'est équipé d'une nouvelle plateforme permettant de dispenser des formations CACES nacelles et chariots automoteurs.





Buzz

SARRAZIN
Blindage en kit

Sarrazin, entreprise familiale du Nord Isère, entre autres développements, vient de mettre au point un équipement de protection balistique unique en son genre. Il s'agit d'éléments de blindage en kit, qui s'appliquent à l'intérieur et à l'extérieur sur un 4x4 conventionnel sans aucune transformation. Plus besoin de désosser le véhicule, pas de soudure ni de perçage. La pose n'appelle aucune compétence spécifique. Ce kit allie rapidité de montage et économie. Autre avantage : il se pose aussi bien sur véhicule neuf que d'occasion. Le kit proposé aujourd'hui sur le modèle de 4x4 le plus vendu au monde sera décliné à d'autres modèles. Sarrazin cherche aujourd'hui des distributeurs fiables pour développer son concept à l'étranger.

WHEELABRATOR ALLEVARD
Nouvelle usine en Russie

Le leader mondial de la grenaille abrasive (40 % de parts de marché) vient d'inaugurer sa 14e usine à Kurgan dans l'Oural. Implantée au cœur d'une région qui assure 15 % de la production industrielle russe, la nouvelle usine (15 M€ d'investissement) est le fruit d'une joint-venture entre le fabricant de ponts métalliques Kurganstalmost et Wheelabrator. Elle dispose de techniques de production avancées, respectueuses de l'environnement : sa consommation d'eau est divisée par cinq par rapport aux process classiques. Vitrine de l'industriel français, elle produira dans un premier temps 20 000 tonnes de grenaille par an avec 80 personnes et pourra selon le besoin aller jusqu'à doubler son volume de production. Après une décennie de forte croissance, suivie d'un important recul de ses ventes en 2009 (du à la crise de l'automobile), les perspectives de Wheelabrator pour 2010 sont à nouveau positives.

ECM TECHNOLOGIES
Des lingots au soleil

Dans les années 90, l'entreprise a été la première au monde à construire un four destiné à produire des lingots de silicium multicristallins de 240 kg. Cette activité a été relancée en 2008, lors du changement de direction et la levée de 2 M€ pour la recherche sur le photovoltaïque en partenariat avec l'INES de Chambéry. ECM a déjà livré en Norvège son premier four capable de faire des lingots polycristallins de 450 kg et s'apprête à en livrer cinq en Chine. Prochaine étape : la réalisation de lingots de 600 puis de 800 kg pour améliorer la compétitivité des fabricants de supports photovoltaïques.

SOITEC TRACIT
Bernin 2010 : objectifs tenus

Mené par Soitec, leader mondial du silicium sur isolant, sa filiale Tracit et le CEA-LETI, soutenu par l'État, le Conseil général de l'Isère et les collectivités territoriales, le programme de R&D Bernin 2010 a tenu ses promesses. Il a permis de faire de l'unité Soitec de Bernin le centre mondial d'excellence pour les matériaux innovants dédiés à l'industrie électronique. Le programme a débouché sur deux innovations principales : une gamme de substrats ultrafins (UTSOI) affichant des performances optimisées et une réduction de la consommation énergétique ; un procédé de recyclage du substrat donneur pour la réalisation de multiples plaques de SOI, qui assure l'indépendance de l'entreprise et s'inscrit dans sa politique de développement durable. Avec le CEA-LETI, Soitec a déposé 34 brevets dans le cadre de ce programme et démontré la complémentarité entre recherche publique et recherche industrielle.

MINITUBES
Un bureau aux USA

Spécialisée dans les petits tubes de précision pour le diagnostic médical, les implants cardiovasculaires et les applications industrielles (aérospatial, micromécanique, électronique), la PME exporte sa production depuis plus de 50 ans. Elle vient d'inaugurer un bureau commercial aux États-Unis où elle réalise déjà 30 % de ses exportations (75 % des ventes totales qui se sont élevées à 19 M€ en 2009).

SAMES
Équipe Dacia à Tanger

L'entreprise de Meylan a obtenu le contrat d'intégration robotique des solutions de peinture pour la gamme d'automobiles Dacia fabriquées dans l'usine de Tanger, au Maroc. Le site zéro carbone et zéro rejet liquide industriel sera opérationnel en 2012.

SOITEC CONCENTRIX SOLAR
Première centrale en Afrique du Sud

Cette nouvelle division de Soitec, spécialisée dans les systèmes photovoltaïques à concentration (CPV), a inauguré début septembre une première centrale de 60 kW à Touws River, en Afrique du Sud. Elle sera suivie d'une série de projets lancés dans le pays, parfaitement adaptés au manque d'énergie, à la rareté de l'eau et aux températures élevées. Cette installation, point de départ d'un transfert de savoir-faire, contribuera au développement de compétences locales en Afrique du Sud.

ATOS ORIGIN
20 millions d'euros

C'est le montant du plus important contrat jamais passé par EDF dans le domaine de la maintenance de ses simulateurs. Ce contrat de maintien en condition opérationnelle du parc de simulateurs nucléaires d'EDF a été remporté par Atos Origin, en cotraitance avec l'entreprise grenobloise Corys TESS et le parisien Assystem.



ROCHE DIAGNOSTICS FRANCE
Meylan, centre de compétence international

En 2008, le groupe Roche rachète la société américaine Ventana Medical Systems pour élargir son offre au diagnostic histopathologique. Les techniques développées par Ventana ont permis de diviser par trois le temps nécessaire pour établir un diagnostic fiable du cancer. En 2010, le rattachement de cette activité à Roche Diagnostics France conforte la vocation du site de Meylan comme centre de compétence international du diagnostic in vitro. Il abritera notamment un centre de formation et une hot line.

TECHNIDATA
Rachète HC Forum

Technidata, spécialiste des solutions informatiques pour la gestion des laboratoires, a acquis l'activité de HC Forum. Cette jeune pousse, créée en 2005 par le professeur Olivier Cohen pour valoriser les résultats de 15 années de recherche universitaire, dans le cadre d'une équipe UJF/CNRS, au sein du CHU de Grenoble, développe des logiciels et outils de travail collaboratif, notamment dans le domaine de la génétique. Technidata propose désormais de nouvelles solutions métiers dédiées à la gestion des centres de ressources biologiques et de génétique médicale. Pour HC Forum, l'adossement à Technidata lui ouvre un important réseau de distribution international.

INSTITUT LAUE LANGEVIN
Grands travaux

L'ILL, leader mondial depuis près de 40 ans en science et technologies neutroniques, a fait l'objet d'une première tranche de travaux, démarrée en 2000. 14 instruments ont été installés ou rénovés dans le cadre du programme Millenium, ce qui a permis d'implanter 350 mètres de nouveaux guides, pour un coût total de 130 M€. Depuis ces travaux, le taux moyen de détection des neutrons pour l'ensemble du parc instrumental a été multiplié par 19 et l'intensité des faisceaux de la moitié du parc a été plus que doublée. Une deuxième phase d'amélioration des équipements est en cours (budget 50 M€) ; elle s'achèvera en 2014.

INPG ENTREPRISE SA
Valorise les idées et brevets

IESA (INPG Entreprise SA) a réalisé en 2009 un chiffre d'affaires record de 5,6 M€ (+ 11 %) et l'année 2010 s'annonce sous les meilleurs auspices pour cette société de droit privé, chargée de valoriser les activités de recherche des 29 laboratoires des écoles d'ingénieurs Grenoble-INP. Les entreprises qui confient leurs projets à IESA doublent leur crédit d'impôt recherche. Chaque année, plus d'une centaine de sociétés du monde entier font appel à son savoir-faire. Filiale à 100 % du groupe, et agréée par l'État comme filiale de valorisation, IESA les conseille, négocie les conditions d'exploitation des résultats et rédige les contrats, aide les chercheurs à valoriser leurs idées et brevets. Elle peut même les accompagner dans une création d'entreprise.

STMICROELECTRONICS
Synchronisées

Les sociétés IBM, Samsung et GlobalFoundries ont décidé de synchroniser leurs usines de fabrication avec STMicroelectronics pour produire des circuits intégrés avancés en technologies 28 nm (nanomètres), ce qui permettra d'assurer une production homogène dans le monde.

EATON
Intelligent Power Protector

L'entreprise de Montbonnot Inovallée, spécialisée dans la maîtrise de l'énergie, annonce un nouveau logiciel, Intelligent Power Protector, pour la gestion des arrêts "propres" des équipements informatiques dans le cadre d'une coupure de courant prolongée. IPP est dédié à la supervision d'un équipement informatique unique associé à un onduleur, à la différence d'un autre logiciel édité par Eaton en 2009, IPM, qui gère un réseau complet.

MAAGTECHNIC SODED
Prédécoupée et prête à l'emploi

Spécialiste de la découpe et de l'usinage de matériaux plastiques, composites, élastomères et autres isolants souples, Maagtechnic Soded se lance dans la pièce prédécoupée au format et prête à l'emploi. Cette solution permet à ses clients d'améliorer la productivité tout en diminuant les coûts. L'entreprise qui emploie une centaine de salariés pour un chiffre d'affaires de 12,5 M€, compte Areva, Valéo, Saint-Gobain ou Schneider Electric parmi ses clients.

DES RÉCOMPENSES

AUBERT & DUVAL
Lauréat du prix qualité performance Rhône-Alpes

Organisé par le Mouvement qualité performance Rhône-Alpes, ce prix est une compétition de référence et une reconnaissance pour les entreprises ayant engagé une démarche qualité fondée sur l'amélioration continue et le progrès permanent. Il récompense une dynamique et une pratique plutôt que les moyens mis en œuvre. Le Nord Isère a été une nouvelle fois à l'honneur à l'occasion de la 16e édition avec deux lauréats dont la société Aubert & Duval d'Heyrieux, qui s'est vue remettre une mention dans la catégorie "Industrie".

PETZL
Deux Outdoor Industry Arwards

Ce sont les récompenses décrochées par l'entreprise de Crolles pour son accumulateur Core ultracompact (une capacité équivalente à 900 piles !) et son mousqueton ultraléger Ange. Petzl vient par ailleurs de lancer des travaux d'extension (2 500 m²) de son siège social, pour abriter notamment les 70 collaborateurs de son pôle de R&D.

GORGY TIMING
Primée en Chine

Leader européen des systèmes de distribution de l'heure et de synchronisation des réseaux informatiques, Gorgy Timing est la 4e entreprise iséroise à remporter le prix "Chine PME" pour sa stratégie de développement sur le marché chinois. Organisé par l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie et la CCI française en Chine, ce prix vise à renforcer la présence française sur le continent chinois.

GIMAR MONTAZ MAUTINO
Surveillance des galets

Fabricant de systèmes de remontées mécaniques, Gimar Montaz Mautino a obtenu le trophée Cap'Tronic dans la catégorie "industrie et services" pour sa coopération avec le bureau d'études Léas de Saint-Ismier. Il lui a permis de développer son dispositif SecuRM, système électronique intégré de surveillance des galets supportant les câbles de traction des remontées mécaniques, qui sera mis en place dès l'hiver 2010 dans plusieurs stations.

APC BY SCHNEIDER ELECTRIC
Solutions écoénergétiques primées

Lors des 6es trophées Data Centres Europe 2010, APC a reçu le prix spécial du salon pour sa contribution au secteur du data center, son innovation technologique et la sensibilisation des entreprises aux enjeux actuels et à venir. APC apporte à ses clients des solutions écoénergétiques permettant une gestion complète et intelligente du cycle de vie de leurs infrastructures.

H3C ENERGIES
Business vert

Jean-Charles Colas-Roy, Dg d'H3C Energies, a reçu le prix d'entrepreneur de l'année en Rhône-Alpes dans la catégorie "business vert". Décerné par Ernst&Young et le magazine *L'Entreprise* dans le cadre du Palmarès de l'entrepreneur, ce prix salue le parcours de cette société meylanaise qui, en quelques années, est parvenue à une position de leader dans le conseil en efficacité énergétique.

ROSSIGNOL
Meilleur retournement

Leader mondial du ski alpin, le groupe Rossignol et son conseil Alvarez & Marsal ont obtenu le prix 2010 du "meilleur retournement international" décerné par Turnaround Management Association, la plus importante organisation indépendante dédiée au "retournement" qui compte 9 000 membres dans 16 pays. Ce prix salue l'exceptionnelle amélioration de la situation du groupe isérois qui perdait 190 000 € par jour (20 % de son chiffre d'affaires) début 2009 et qui, avec la nouvelle équipe dirigeante présidée par Bruno Cercley assistée par Alvarez & Marsal, a réussi à retrouver un équilibre financier durable. Alors que le marché du ski s'est réduit de moitié entre 2002 et 2010, Rossignol a mis en place un ambitieux plan de relance destiné à s'adapter à la nouvelle donne. Par ailleurs, le groupe a relocalisé à Nevers et Sallanches des productions polonaises et taïwanaises.

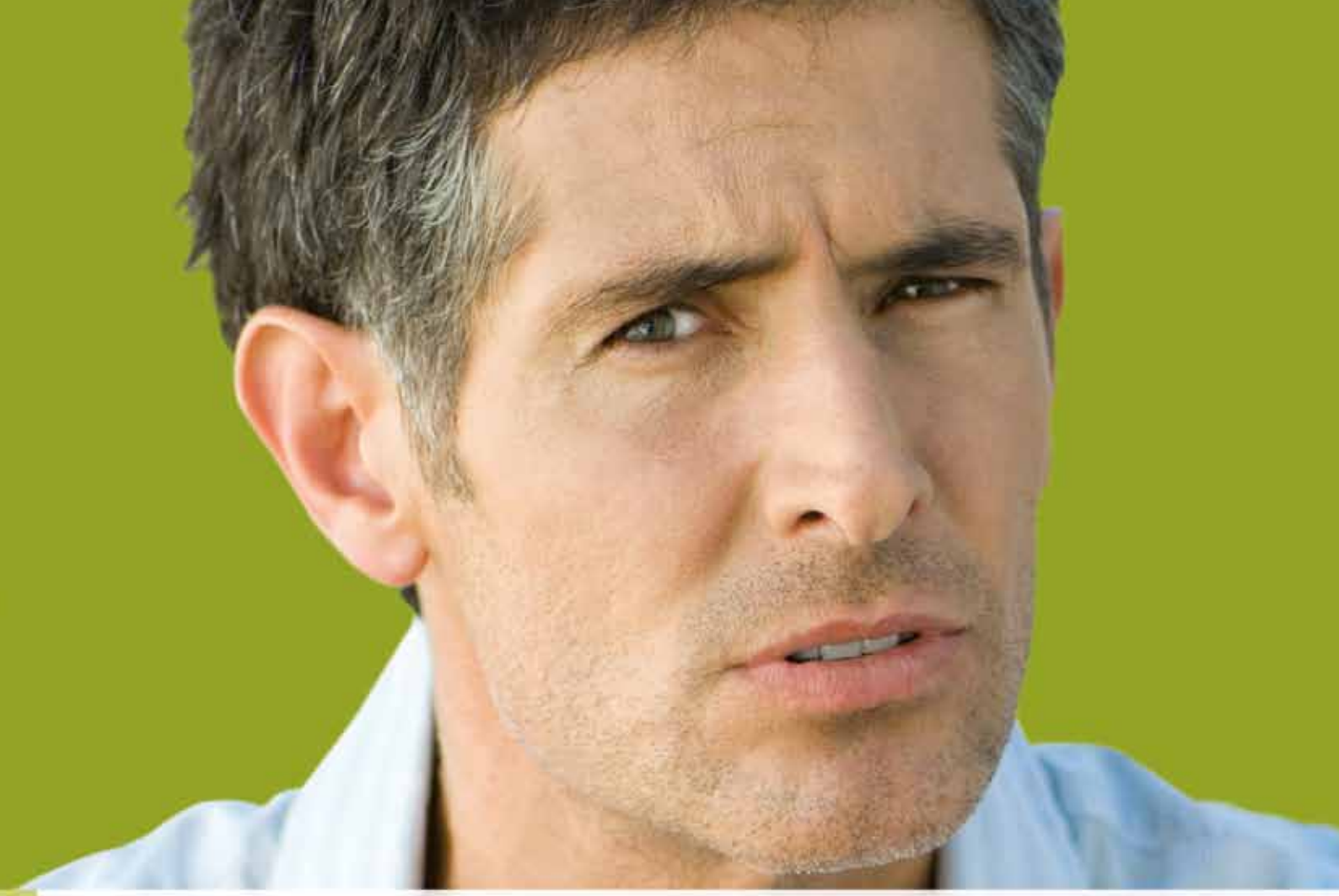
DES CERTIFICATIONS

MAFELEC
Certifiée IRIS

Cette entreprise, dont un tiers de l'activité s'opère sur le marché ferroviaire, s'est engagée dans une démarche de certification IRIS (International Railway Industry Standard) pour être conforme aux exigences requises par les grands donneurs d'ordre comme Alstom Transport ou Bombardier. Basé sur la norme ISO 9001, ce référentiel international a été créé en 2006 à l'initiative de l'Union des industries ferroviaires européennes. Mafelec a été la 2e entreprise iséroise à obtenir cette certification... qui lui permettra d'être systématiquement consultée lors des appels d'offre internationaux.

SDMS-TECHNOLOGIES
Labellisée fournisseur Areva

Cette distinction consacre la capacité de l'entreprise de Saint-Romans à répondre aux critères de qualité, de respect des valeurs de développement durable et de compétitivité imposés par le constructeur de centrales nucléaires à ses fournisseurs. Sacrée "Meilleure usine de l'année" en 2009 par *L'Usine nouvelle,* SDMS-Technologies conçoit et fabrique des équipements et sous-ensembles à haute valeur ajoutée technologique pour des clients dans les domaines de l'énergie, de la recherche, de la défense ou du spatial.



L'udimec, mais ça sert à quoi ?

À innover

Source de valeur ajoutée, l'innovation concerne aussi bien les nouveaux usages, les processus, la relation client, que l'organisation et le management des entreprises. À l'interface entre recherche, grandes écoles et industrie, l'Udimec fédère un réseau d'expertises de haut niveau fondé sur des partenariats. Son expertise juridique – conseil et soutien à l'entreprise – encourage l'innovation sociale.

À développer les talents

Les formations des jeunes – 800 apprentis du CAP au diplôme d'ingénieur dans ses CFAI, IT2I – et des salariés avec l'AFPI 38, permettent de développer les talents, renforcer les compétences de chaque entreprise. Ses formations/ateliers pour dirigeants génèrent une culture de l'innovation managériale.

À financer les PME

Sa coopérative de financement Somudimec porte 700 dossiers par an – crédit, crédit bail, affacturage, assurance crédit. Son entité de capital-risque RDD finance 25 opérations par an de création, transmission ou développement des PMI en accordant une importance égale aux hommes et à leurs projets.

L'Udimec accompagne les entreprises technologiques et industrielles dans leur démarche de compétitivité, de responsabilité environnementale et sociale en développant des services experts. 600 d'entre elles – sociétés de notoriété mondiale et PMI – ont déjà rejoint l'Udimec.

www.udimec.fr

Udimec, des services experts et novateurs pour accompagner la croissance et la compétitivité des entreprises

udimec

innovation | réseau

www.adncom.fr - 6699 - 04.2010 - Photos : Gettyimages